

**Commission économique pour l'Europe**

Conférence des statisticiens européens

**Groupe d'experts de la comptabilité nationale**

Vingt-troisième session

Genève, 23-25 avril 2024

Point 2 c) de l'ordre du jour provisoire

**Progrès réalisés dans l'élaboration du Système  
de comptabilité nationale 2025 : mondialisation****Production de statistiques commerciales en fonction  
des caractéristiques des entreprises****Document établi par la Banque centrale du Costa Rica<sup>1</sup>***Résumé*

Le Costa Rica est une petite économie qui, depuis longtemps, met l'accent sur le commerce extérieur. Les caractéristiques des entreprises engagées dans le commerce extérieur revêtent donc une importance cruciale. Le présent document vise à expliquer la manière dont le Département des statistiques macroéconomiques de la Banque centrale du Costa Rica caractérise le commerce réalisé par les entreprises en croisant les données microéconomiques du commerce avec celles du registre des entreprises et les informations douanières (en se servant du numéro d'identification de l'entreprise comme principal moyen d'identification), ce qui lui permet de faire une analyse plus approfondie des conséquences du commerce sur l'emploi et la production. Grâce au croisement de ces données, il est possible de présenter les informations relatives au commerce extérieur selon différentes catégories, dont l'activité économique, le type d'opérateur, la classe de taille ou le pays partenaire, ainsi que d'établir la matrice des importations.

<sup>1</sup> Document établi par Gabriela Saborío M. et Rigoberto Torres M.



## I. Introduction

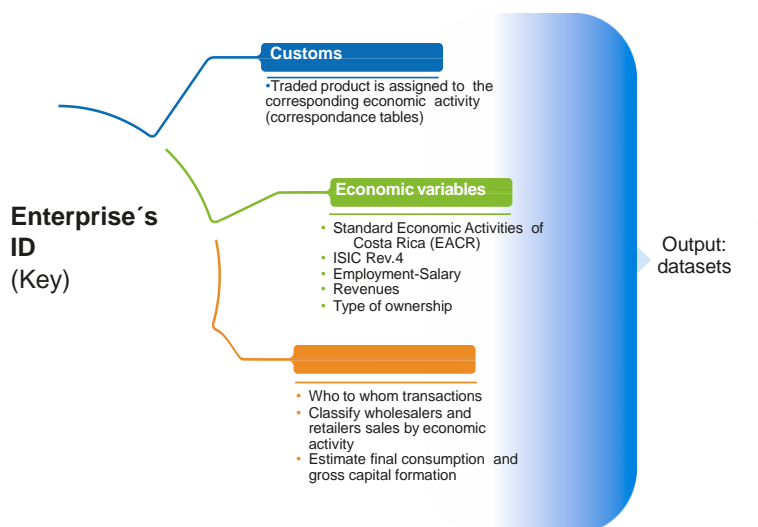
1. Le Costa Rica est une petite économie à revenu intermédiaire supérieur qui, quel que soit le modèle de développement suivi, a toujours accordé une grande importance à son intégration à long terme dans les marchés d'échanges de biens et de services et les marchés financiers internationaux. Cette particularité de l'économie costaricienne a permis d'établir une corrélation positive entre les résultats nationaux en matière de production et d'exportation et l'évolution de l'activité économique des principaux partenaires commerciaux et financiers du pays, en particulier les États-Unis d'Amérique, l'Europe et l'Amérique centrale.
2. Le Costa Rica est traditionnellement une économie ouverte, dont le taux d'ouverture<sup>2</sup> s'établit actuellement à 68 %. Les exportations et les importations du pays représentent respectivement 32 et 36 % du produit intérieur brut (PIB). Une part importante des exportations et des importations est le fait d'entreprises étrangères sises dans des zones franches (sur le territoire du Costa Rica).
3. Dans ce contexte, les statistiques du commerce international, qui comprennent non seulement les valeurs absolues mais aussi les caractéristiques spatiales et temporelles des entreprises engagées dans ce secteur d'activité, sont des variables économiques essentielles pour le pays. C'est pourquoi les statistiques du commerce international figurent parmi les données les plus consultées. Toutefois, ces statistiques conventionnelles ne donnent pas d'informations sur les opérateurs du commerce international.
4. La base de données de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) sur le commerce par caractéristique d'entreprise<sup>3</sup>, qui vise à combler cette lacune, contient des informations sur le commerce international, décomposées selon différentes caractéristiques des entreprises, telles que l'activité économique, le type d'opérateur, la classe de taille, les pays partenaires, etc.
5. Le Département des statistiques macroéconomiques de la Banque centrale du Costa Rica a créé un logiciel consacré au commerce extérieur des biens, qui recoupe des informations provenant de trois sources différentes, en utilisant le numéro d'identification de l'entreprise comme variable commune. Ce logiciel croise les informations douanières de l'Administration générale des douanes (grâce à la position tarifaire, il est possible d'établir des liens avec d'autres classifications), les données du registre des variables économiques de la Banque centrale (variables économiques des entreprises et des établissements) et les données extraites des factures électroniques dont le Ministère des finances dispose (répartition des ventes entre les détaillants et les grossistes) (voir schéma 1).
6. Grâce à ce recoupement, on peut obtenir des informations sur le commerce international qui sont triées selon différentes caractéristiques des entreprises, à savoir, entre autres, l'activité économique, le type d'opérateur, la classe de taille, les pays partenaires et l'intensité des exportations, ainsi qu'établir une matrice des importations.

---

<sup>2</sup> Défini comme la somme des exportations et des importations de biens et de services, exprimée en pourcentage du PIB.

<sup>3</sup> On y trouve des données sur les caractéristiques des entreprises de 26 pays de l'OCDE et de 6 autres pays : les 27 États membres de l'UE (à l'exception de l'Irlande) ainsi que le Canada, la Norvège, Israël, la Türkiye et les États-Unis. Pour en savoir davantage, voir : <https://stats.oecd.org/Index.aspx?lang=fr&SubSessionId=78698144-3b53-42be-9ddb-e436d48c082d&themetreeid=154>.

Schéma 1

**Logiciel consacré au commerce extérieur des biens : croiser les sources de données**

7. Il faut rappeler que la Banque centrale du Costa Rica est l'entité chargée de recueillir, d'organiser et de publier les données officielles relatives aux statistiques des biens et services au Costa Rica. Elle est fondée par la loi à exercer cette fonction, étant donné que l'article 14 de la loi organique 7558 dispose qu'elle doit mettre les informations qu'elle détient à la disposition du public.

8. En outre, aux termes de l'alinéa g) de l'article 34 de la loi n° 9694 relative au système national de statistiques, la Banque centrale du Costa Rica est tenue d'établir et de rendre publics les comptes nationaux et d'autres comptes macroéconomiques, essentiellement les statistiques monétaires et financières, les comptes internationaux et les comptes environnementaux.

9. Il importe de noter que, pour gérer les informations essentielles à la production de statistiques qu'elle reçoit, la Banque centrale est dotée d'une division de la gestion des informations, qui est spécialisée dans l'administration et le traitement des données et dont les procédures reposent sur des techniques statistiques et l'application des meilleures pratiques et recommandations internationales en la matière.

10. Le présent document vise à expliquer la manière dont le Département des statistiques macroéconomiques de la Banque centrale du Costa Rica caractérise le commerce réalisé par les entreprises en croisant les données microéconomiques du commerce avec celles du registre des entreprises et les informations douanières (en se servant du numéro d'identification de l'entreprise comme principal moyen d'identification), ce qui lui permet de faire une analyse plus approfondie des conséquences du commerce sur l'emploi et la production<sup>4</sup>.

## II. Sources de données

11. Le Département des statistiques macroéconomiques dispose de différentes sources de données, notamment les registres administratifs, les enquêtes qui peuvent être mises à profit pour déterminer les caractéristiques des entreprises et d'autres éléments qui peuvent être extraits grâce au numéro d'identification de l'entreprise, qui lui permettent de dresser le panorama du commerce en fonction des caractéristiques des entreprises.

<sup>4</sup> La production de statistiques commerciales tenant compte des caractéristiques des entreprises représente un défi pour le pays, car cela demande du temps, des ressources humaines et des solutions technologiques.

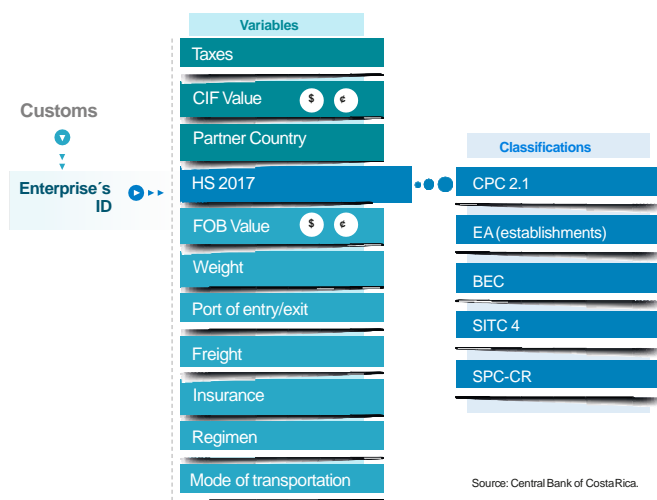
## A. Registres du commerce international

12. Au Costa Rica, l'Administration générale des douanes dispose d'un ensemble de données relatives aux exportations et aux importations comprenant les positions tarifaires et leurs codes respectifs attribués par le Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises, que l'on peut trier en fonction du numéro d'identification de l'importateur ou de l'exportateur, du pays partenaire, du poids, de la valeur coût, assurance et fret (CAF) des importations, de la valeur franco à bord (FOB) des exportations, du fret, des assurances, des points d'entrée ou de sortie, du régime douanier, du mode de transport et d'autres éléments (voir schéma 2).

13. Comme l'illustre le schéma 2, un code de la deuxième révision de la Classification centrale de produits (CPC2), de la Classification par grandes catégories économiques (BEC), de la quatrième révision de la Classification internationale type, par industrie, de toutes les branches d'activité économique (SITC 4) et de la Classification type des produits établie par le Costa Rica (SPC-CR) est associé aux informations douanières, sur la base de leur position tarifaire (Système harmonisé, 2017).

Schéma 2

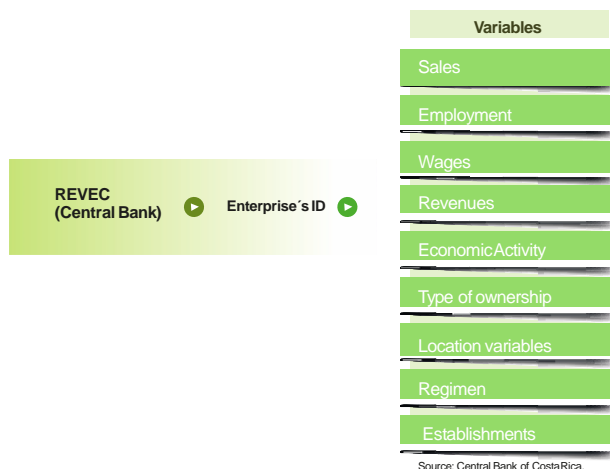
### Registres du commerce international



## B. Registre des variables économiques (REVEC)

14. Élaboré et mis à jour par la Banque centrale du Costa Rica, le registre des variables économiques permet, à partir du numéro d'identification d'une entreprise, d'avoir accès aux caractéristiques de celle-ci (voir schéma 3).

Schéma 3  
**Registre des variables économiques (REVEC)**

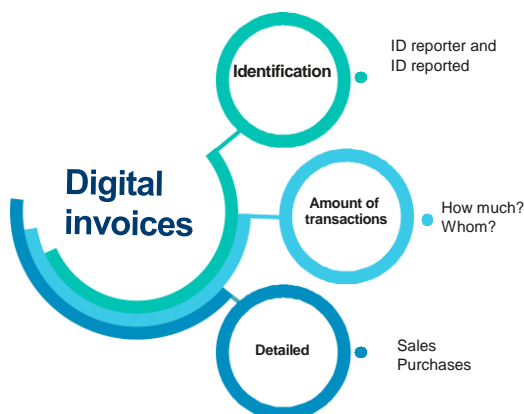


### C. Facturation électronique

15. La plupart des entreprises qui achètent et vendent des biens ou des services doivent, à des fins fiscales, soumettre une facture électronique<sup>5</sup> au Ministère des finances, à laquelle la Banque centrale a accès.

16. Les factures électroniques sont des documents administratifs détaillés, dans lesquels chaque entreprise déclare ses ventes et ses achats sur le marché national. L'entreprise qui fait la déclaration est appelée « l'émetteur » dans le document électronique ; le « destinataire » désigne l'acheteur. Chaque émetteur doit indiquer le numéro d'identification de l'acheteur auquel il vend et la valeur de la vente du bien ou du service. Cette déclaration contient des informations relatives aux achats et aux ventes dont elle fait l'objet, notamment le lieu de la transaction, le numéro d'identification, le type de bien ou de service, etc. (voir schéma 4).

Schéma 4  
**Facturation électronique mise en place par le Ministère des finances**



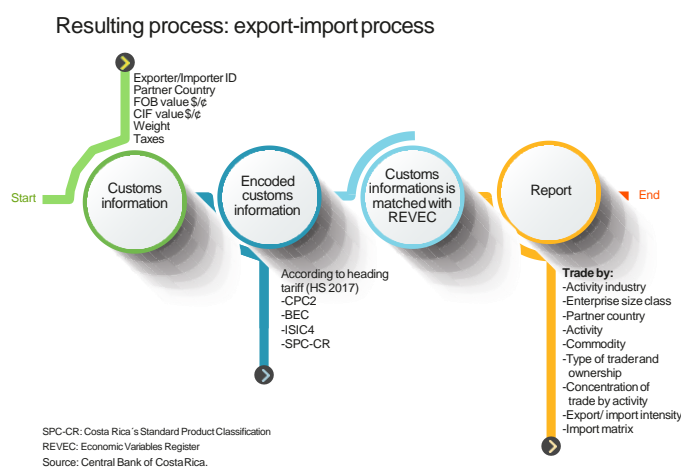
<sup>5</sup> Les fondations religieuses, les syndicats et les petites entreprises sont exemptés.

### III. Croiser les sources de données et faire le lien entre les procédures

17. Grâce au numéro d'identification d'une entreprise, il est possible de recouper les variables prises en considération dans trois bases de données : les registres du commerce international, le registre des variables économiques et les factures numériques. Comme le montre le schéma 5, des codes sont associés aux informations douanières, sur la base de la position tarifaire, et ces informations sont recoupées avec les données du registre des variables économiques, ce qui permet de classer les exportations et les importations en fonction de l'activité économique, de la classe de taille, des pays partenaires, de la concentration des échanges commerciaux, du type d'opérateur, du régime de propriété de l'entreprise, de l'intensité des exportations et des importations, etc. On peut visualiser ces classifications dans Excel et Power BI (voir schémas 5 et 6).

Schéma 5

#### Procédure liée aux importations et aux exportations

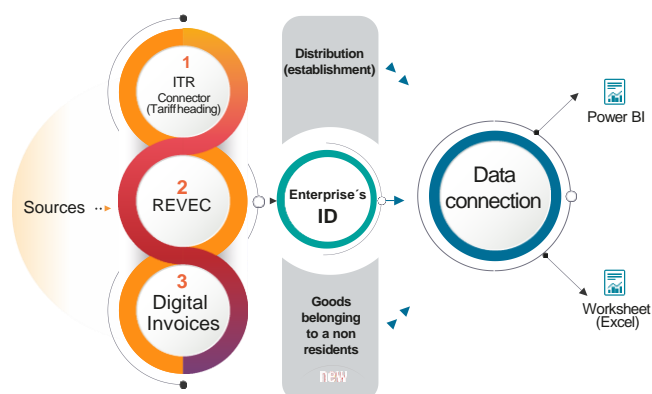


18. Les données des factures numériques et du registre des variables économiques sont recoupées grâce au numéro d'identification, ce qui permet de répartir les ventes des grossistes et des détaillants en fonction de l'activité économique.

19. Il importe de préciser que le logiciel consacré au commerce extérieur des biens permet d'exclure les biens appartenant à des non-résidents. Selon la sixième édition du Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale, ces biens ne doivent pas être comptabilisés dans les statistiques relatives aux exportations et aux importations mais dans les statistiques sur les services<sup>6</sup> (schémas 5 et 6).

<sup>6</sup> Pour en savoir davantage, voir : Saborío G, Torres R, (2016). *Services on Physical Inputs Owned by Others Methodological and Practical Aspects. An Update.*

## Schéma 6 Recoupement des données



### A. Matrice des importations

20. La matrice des importations permet aux analystes et aux utilisateurs en général de mettre en évidence la consommation intermédiaire liée aux intrants importés, ce qui est essentiel dans l'analyse des entrées-sorties. Grâce à cela, il est possible non seulement de déterminer les caractéristiques de l'économie, mais aussi d'évaluer la dépendance à l'égard des intrants importés dans la production d'un secteur industriel et du pays en général.

21. L'établissement de la matrice des importations est le résultat d'une procédure complexe comprenant plusieurs étapes présentées dans le schéma 7.

22. Les données sur les importations proviennent de la base de données des douanes. Grâce à la position tarifaire qui leur est associée, ces informations sont associées à un code de la Classification par grandes catégories économiques, de la deuxième révision de la Classification centrale de produits, de la quatrième révision de la Classification internationale type, par industrie, de toutes les branches d'activité économique et de la Classification type des produits établie par le Costa Rica.

23. Les informations douanières sont recoupées avec les données du registre des variables économiques. En utilisant le numéro d'identifiant de l'importateur, on peut mettre en correspondance les positions tarifaires les plus détaillées avec les données du registre des variables économiques, afin de dresser le profil de l'importateur. Plus de 90 % de la valeur des importations est attribuée à des importateurs particuliers dans la base de données.

24. Concernant le rattachement d'une position tarifaire à un établissement, il convient de préciser que l'entité déclarante est l'entreprise et non l'établissement. Selon le registre des variables économiques, certaines entreprises exercent plus d'une activité économique. En fonction de ses caractéristiques intrinsèques, un produit importé est rattaché à l'activité économique correspondante.

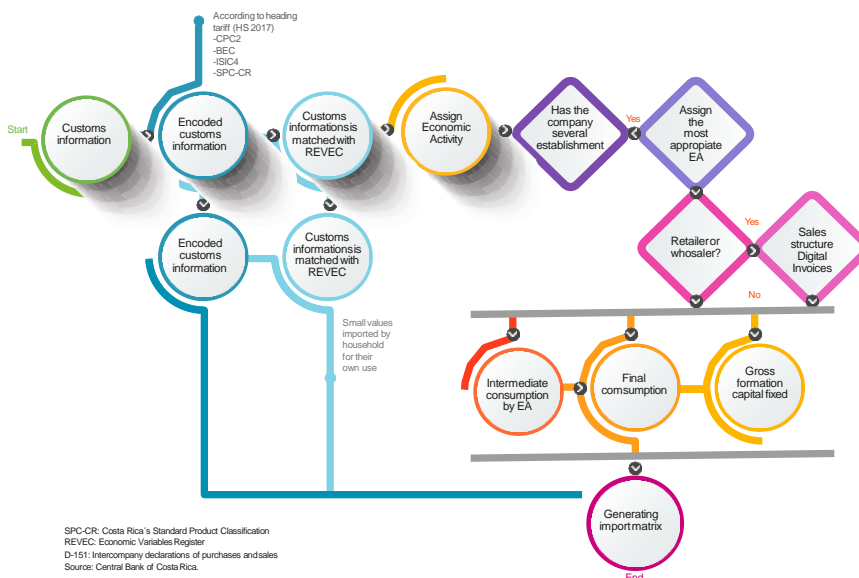
25. Par exemple, si une entreprise exerce deux activités économiques par l'intermédiaire de deux établissements, l'un consacré aux chaussures, l'autre aux vêtements, les positions tarifaires associées aux tissus sont rattachées à l'activité liée aux vêtements et celles associées au cuir sont rattachées à l'activité liée aux chaussures.

26. Le logiciel consacré au commerce extérieur des biens conserve en mémoire les rattachements faits entre les positions tarifaires et les activités économiques de l'entreprise. Il est important de mentionner que le logiciel s'appuie sur la répartition des activités entre les établissements établie l'année précédente. Les nouveaux produits sont rattachés à l'activité principale lorsque leur valeur ne dépasse pas un certain seuil (à savoir 500 dollars des

États-Unis d’Amérique). Si leur valeur dépasse ce seuil, il faut les rattacher à l’établissement dont ils relèvent.

27. Concernant la commercialisation et la distribution, les ventes des grossistes et des détaillants sont suivies et classées par activité économique à l’aide des données provenant des factures électroniques. La consommation intermédiaire est ainsi répartie entre 142 activités économiques. Cela permet également d’estimer la consommation finale et la formation brute de capital, en particulier pour des produits tels que les ordinateurs et les voitures particulières.

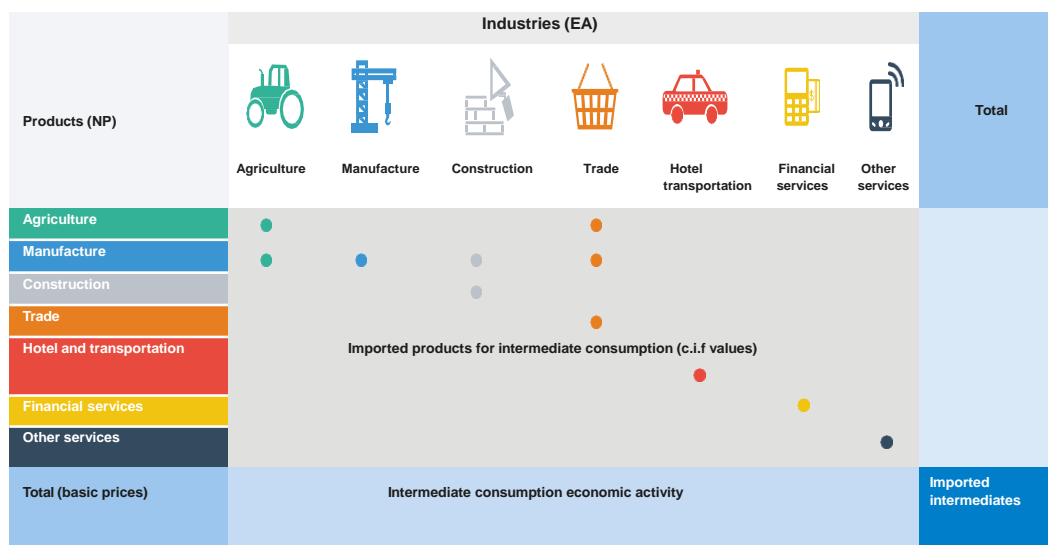
Schéma 7  
Établissement de la matrice des importations



28. L’établissement de la matrice des importations permet de trier les utilisateurs des produits importés, en fonction du produit et du secteur d’activité, afin de déterminer si les produits sont utilisés pour la consommation intermédiaire, la consommation finale ou la formation brute de capital (voir fig. 1). Sachant que certains biens importés par les entreprises peuvent être utilisés pour la consommation intermédiaire ou pour la formation de capital, un seuil est défini sur la base de la valeur du produit importé (en dessous de ce seuil, il est question de consommation intermédiaire). Les produits de faible valeur qui sont importés par les ménages et les entreprises de livraison de colis relèvent de la consommation finale.



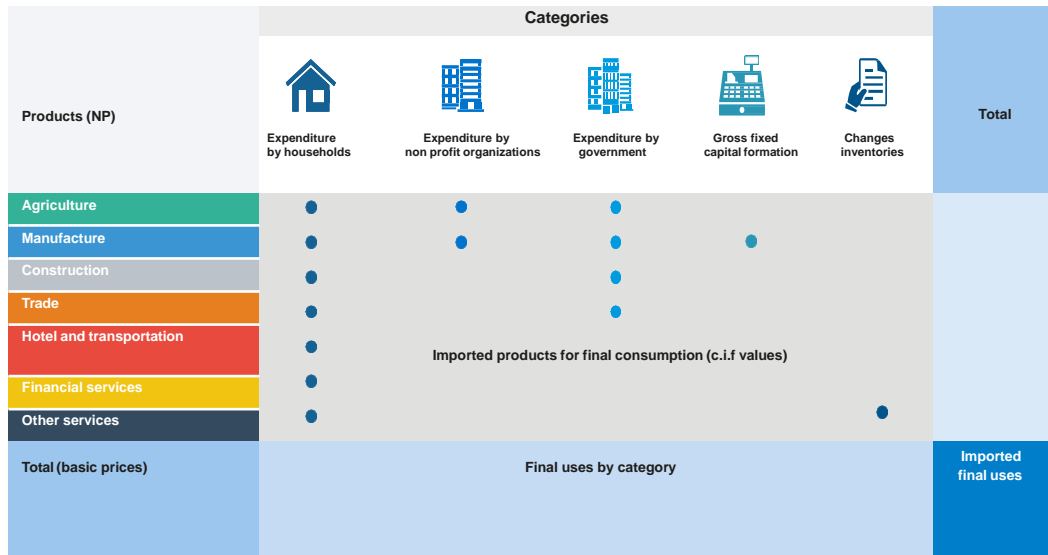
Figure 1  
**Consommation intermédiaire**



Source: Based on SNA2008 and Manual of Supply Use and Input-Output Table, Eurostat.

29. Dans le cadre de l'établissement de la matrice des importations, un rapport sur la demande finale, qui montre l'utilisation des biens importés par catégories d'utilisation finale, est également généré (voir fig. 2).

Figure 2  
**Consommation finale**



Source: Based on SNA2008 and Manual of Supply Use and Input-Output Table, Eurostat.

#### IV. Quelques résultats

30. Les principaux résultats présentés dans cette partie portent sur la concentration des échanges par quelques entreprises, les pays partenaires et la valeur des exportations en fonction de l'origine des capitaux.

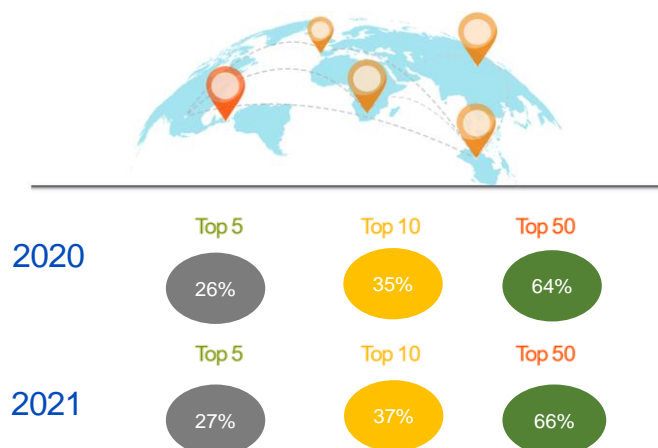
## A. Concentration des exportations par quelques entreprises

31. L'ensemble de données présente la valeur des échanges réalisés par les 5, 10 et 50 premières entreprises exportatrices et importatrices du pays.

32. En 2020, les 5 premières entreprises étaient à l'origine de 26 % du total des exportations, les 10 premières de 35 % et les 50 premières de 64 %. En 2021, ce pourcentage a augmenté pour chacun de ces groupes, ce qui témoigne d'une tendance non-négligeable à la concentration des exportations par un petit nombre d'entreprises (voir fig. 3).

Figure 3

### Concentration de la valeur des exportations

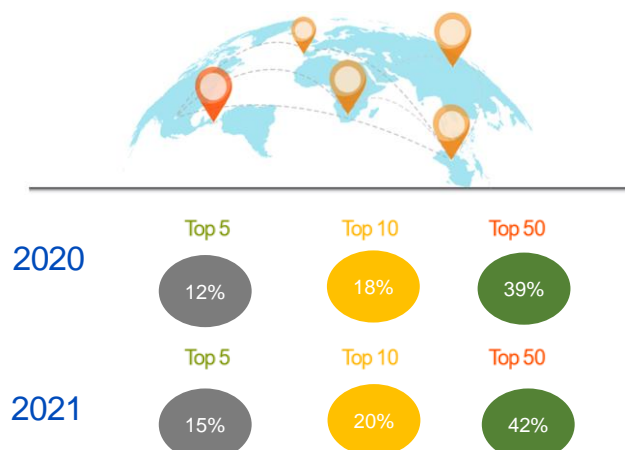


Source: own elaboration with data from the Central Bank of Costa Rica

33. Comme pour les exportations, la concentration des importations a augmenté en 2021, comme le montre la figure 4. Les importations des 5, 10 et 50 premières entreprises importatrices ont augmenté de près de trois points de pourcentage.

Figure 4

### Concentration de la valeur des importations



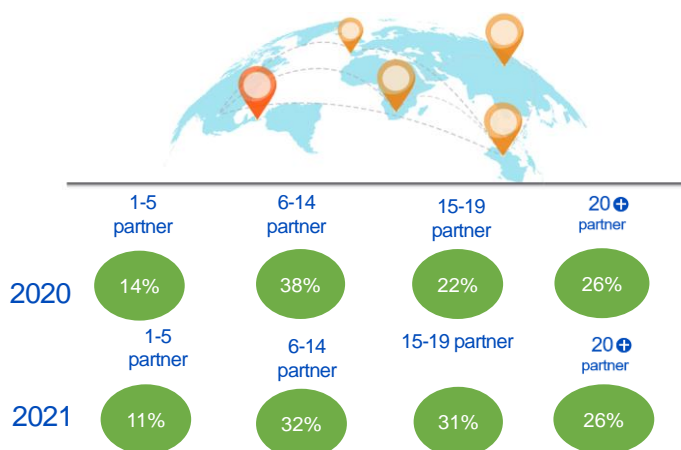
Source: own elaboration with data from the Central Bank of Costa Rica

## B. Pays partenaires

34. Cet ensemble de données montre le pourcentage de la valeur totale des échanges (exportations et importations) avec 1 à 5, 6 à 14, 15 à 19 pays partenaires et plus de 20 pays partenaires.

35. La figure 5 illustre la concentration des échanges commerciaux en fonction du nombre de pays partenaires ; en 2020, les entreprises qui exportaient des produits vers 15 à 19 pays partenaires représentaient 22 % de la valeur totale des exportations. En 2021, ce chiffre a fortement augmenté, passant de 22 à 31 %, soit une hausse de 9 points de pourcentage ; cette augmentation s'explique par une baisse dans les deux premières catégories, à savoir « 1 à 5 pays partenaires » et « 6 à 14 pays partenaires », tandis que le pourcentage relatif à la catégorie commerçant avec plus de 20 pays partenaires est resté inchangé.

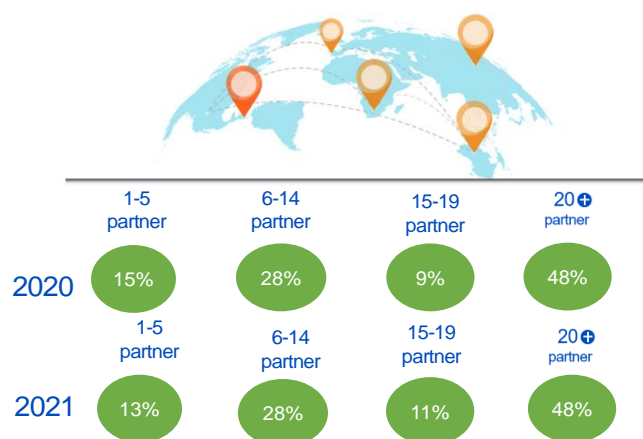
Figure 5

**Valeur des exportations en fonction du nombre de pays partenaires**

Source: own elaboration with data from the Central Bank of Costa Rica

36. En 2020, la valeur des importations était principalement concentrée dans les catégories « plus de 20 partenaires » et « 6 à 14 partenaires » et cela n'a pas changé en 2021 (voir fig. 6).

Figure 6

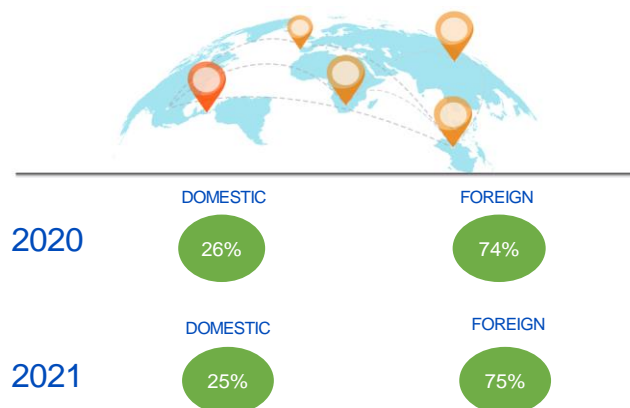
**Valeur des exportations en fonction du nombre de pays partenaires**

Source: own elaboration with data from the Central Bank of Costa Rica

**37. Valeur des exportations selon l'origine des capitaux**

38. En 2020 et 2021, environ un quart seulement des exportations du Costa Rica étaient le fait de sociétés de capitaux nationales, autrement dit 75 % de la valeur des exportations provient de sociétés étrangères (voir fig. 7).

Figure 7  
**Valeur des exportations selon l'origine des capitaux**



Source: own elaboration with data from the Central Bank of Costa Rica

39. Les mesures incitatives des régimes spéciaux des zones franches expliquent en partie cette situation. En effet, dans les zones franches, les sociétés d'investissement étrangères bénéficient, entre autres avantages, d'exonérations d'impôts sur les exportations, sur le revenu sous diverses formes et sur les ventes, et peuvent posséder et gérer librement des devises étrangères, de sorte que le Costa Rica est un pays attrayant pour les investisseurs étrangers. Par ailleurs, les principales industries exportatrices bénéficiant d'investissements étrangers offrent des biens et des services de grande qualité, tels que du matériel et des appareils médicaux, des services de gestion ou de logistique, des produits pharmaceutiques et des services financiers.

## V. Défis

40. Les défis à relever à l'avenir sont les suivants :

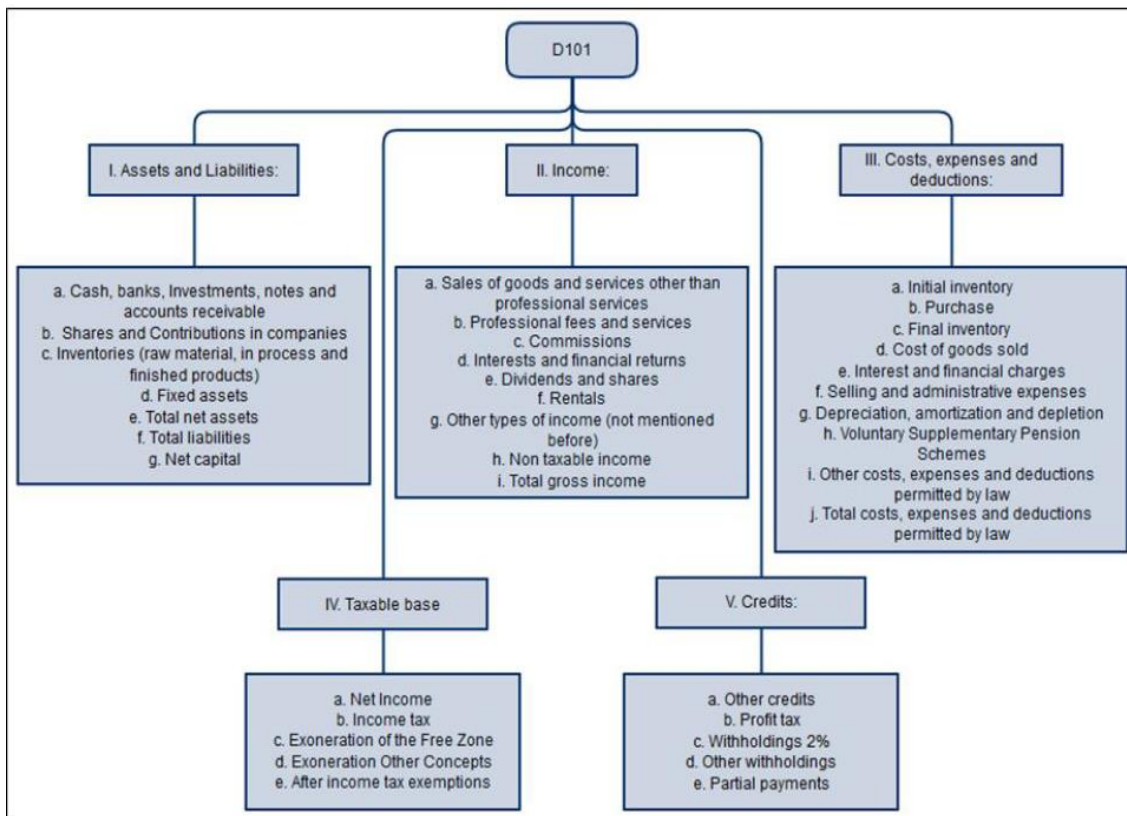
- Prendre en compte les exportations de services au moyen d'une approche progressive, qui s'appliquera d'abord aux produits d'exportation provenant des zones franches, puis s'étendra, à moyen terme, au reste de l'économie<sup>7</sup>.
- Inclure, pour chaque entreprise, des informations à valeur ajoutée chaque fois que de telles informations sont disponibles.
- Inclure des inventaires et d'autres données extraites des formulaires de déclaration d'impôt sur le revenu (D-101) soumis au Ministère des finances (annexe 1).

<sup>7</sup> Quelques-unes des sources d'information utilisées pour évaluer la prise en considération des services dans les bases de données relatives au commerce par caractéristique d'entreprise sont présentées dans l'annexe II.

**Annexe I**

**Données extraites des déclarations d'impôt sur le revenu  
soumises au Ministère des finances**

[Anglais uniquement]



Source : Own elaboration.

## Annexe II

### Autres sources de données utilisées pour dresser le profil des entreprises

<b>Informations sur les zones franches</b>	Les entreprises qui entendent favoriser les investissements étrangers directs, les échanges commerciaux et l'emploi dans le pays peuvent s'installer dans des zones franches. Elles sont alors tenues de donner des informations détaillées sur leurs revenus, leurs dépenses et leurs transactions financières à l'organisme national chargé de promouvoir le commerce extérieur (PROCOMER), informations auxquelles la Banque centrale a accès.
<b>Enquêtes menées auprès des entreprises</b>	Il s'agit d'enquêtes trimestrielles et annuelles conçues pour recueillir les informations nécessaires à l'établissement des comptes extérieurs et à l'évaluation des échanges de services entre résidents et non-résidents. Elles permettent, entre autres, de collecter des données relatives aux exportations et aux importations de services.
<b>Enquête sur l'économie des entreprises</b>	<p>Dans le cadre de cette enquête, des données sont recueillies auprès des entreprises privées non financières aux fins de l'établissement des comptes nationaux et internationaux. Chaque année, le même groupe d'entreprises, désigné sous le nom « grandes entreprises », et un échantillon aléatoire d'entreprises représentant le « reste des entreprises privées non financières » sont invités à répondre à l'enquête et à fournir des informations sur les éléments suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>Le numéro d'identification de l'entreprise ;</li> <li>La description des activités et des produits ;</li> <li>Le chiffre d'affaires par produit ;</li> <li>Les autres revenus (non financiers et financiers) ;</li> <li>Le détail des coûts, l'excédent ou le déficit ;</li> <li>Les impôts sur le revenu et le détail des impôts sur la production ;</li> <li>Les emplois ;</li> <li>Le bilan détaillé ;</li> <li>Les investissements étrangers directs.</li> </ol> <p>L'entité sélectionnée est l'entreprise, tandis que l'entité analysée est l'établissement ; la première est utilisée pour le compte institutionnel et la seconde pour l'activité économique.</p>
<b>Enquêtes de l'Institut costaricien du tourisme :</b>	D'une part, l'Institut réalise une enquête trimestrielle qui porte sur les nuitées, ventilées par type de tourisme, catégorie de voyageurs, montant des dépenses engagées et lieux visités, entre autres. D'autre part, il mène une enquête auprès des voyageurs qui quittent le pays afin de déterminer la durée moyenne de leur séjour et les dépenses qu'ils ont engagées.
<b>Étude sur les services exportés grâce à la technologie et aux réseaux d'information et de communication :</b>	<p>Cette étude vise à quantifier et à caractériser la proportion de services fournis par voie numérique. L'objectif est de se pencher sur les transactions concernant des services qui sont fournis à l'étranger grâce aux réseaux technologiques (plutôt que des services fournis en personne), pour comprendre le lien entre la technologie et la croissance des exportations de services. Les éléments suivants sont abordés au cours de l'étude :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>Le pourcentage de capitaux étrangers (non-résidents) dans l'entreprise ;</li> <li>Les investisseurs ayant le pouvoir de décision final et leur pays d'origine respectif ;</li> <li>Le nombre de salariés et leur répartition par genre ;</li> <li>Le principal type d'activité ;</li> <li>La valeur totale des revenus et des services ;</li> </ol>

- 
- f. Les exportations de services et le commerce intragroupe ;
  - g. La proportion des différents modes (mode 1, mode 2, mode 3 et mode 4) aux moyens desquels l'entreprise offre des services au niveau international.
  - h. Les services fournis aux moyens des modes 1 et 3 qui doivent être pris en considération aux fins de la quantification visée par l'étude, ainsi que les revenus générés par chacun de ces deux modes.
- 

*Source* : Gabriela Saborío M. and Rigoberto Torres M.

---